

Au domaine de Trévarez (Finistère), le 5 avril. Emmanuel Macron a choisi le fief de son ami pour son cinquième déplacement de campagne.

Ancré dans le Finistère, c'est lui qui permet au président de garder les pieds sur terre. À l'heure des législatives, il est à la manœuvre des investitures

RICHARD FERRAND LE STRATÈGE DE LA MACRONIE

Le gaullisme avait ses barons, le macronisme a ses grognards. Richard Ferrand, 59 ans, est le premier d'entre eux. Depuis sa circonscription rurale, ce Breton d'adoption transmet les messages des Français à l'Élysée. Et à l'Assemblée nationale, qu'il aimerait continuer à présider, l'ancien socialiste est la meilleure antenne-relais d'Emmanuel Macron. Son expérience d'élu, sa connaissance du terrain et sa capacité à parler franchement au chef de l'État l'ont rendu indispensable. À tel point que certains lui prêtent un avenir à Matignon. Portrait d'un homme clé du second quinquennat.

PHOTOS BAPTISTE GIROUDON / RÉCIT MARIANA GRÉPINET





À l'Assemblée nationale, le 23 mars, lors du discours aux parlementaires du président ukrainien, Volodymyr Zelensky.



À Spézet, le 5 avril, Richard Ferrand avec Emmanuel Macron en terrain conquis.

Par Mariana Grépinet

« **A** llô, ici la maison Majax. Je voudrais un devis pour faire ripoliner la façade ! » Au bout du fil, ce 21 avril au matin, Emmanuel Macron se marre. Richard Ferrand partage avec lui ce goût des expressions désuètes. « Moi, j'ai une excuse, c'est l'âge », se justifie-t-il. Le président de l'Assemblée nationale fête ses 60 ans en juillet. Une campagne s'achève. Pour lui, deux autres commencent. Il souhaite rempiler, comme député du Finistère et au perchoir.

Une image vaut mille mots, disait Confucius. Une photo résume la relation de Richard Ferrand avec Emmanuel Macron ; elle a été prise le 5 avril sur les terres du premier, en Bretagne, au domaine de Trévarez, juste avant l'intervention du président-candidat à Spézet. Il décrit : « On marche ensemble et on regarde dans la même direction, un peu complices, il sourit et moi aussi... Ce qui est plus rare. » Le pilier de la macronie, poids lourd des deux présidentielles, est au cœur des discussions sur les législatives. Sa voix toujours posée, ses costumes trois-pièces, le flegme avec lequel il enchaîne les cigarettes font davantage penser à l'ancien monde qu'au nouveau. Mais il fut le premier à croire aux chances d'un jeune ministre de l'Économie, qu'il

rencontre à l'automne 2014 alors qu'il vient se plaindre d'un projet initié par Arnaud Montebourg... Il sortira de son bureau avec une mission puis sera le rapporteur de la fameuse loi Macron. Le sénateur François Patriat, autre fidèle, le compare à Pierre, le compagnon de Jésus, « celui sur lequel il a bâti son Église ». La première pierre est posée le 12 juillet 2016, avant le meeting inaugural de la Mutualité. Alors que le Premier ministre, Manuel Valls, lâche : « Il est temps que cela s'arrête », Richard Ferrand lui répond devant la caméra de BFM : « C'est ce soir que tout commence ! »

Depuis ce jour, il a lié son destin à celui d'Emmanuel Macron. « S'il perd, je plie mes gaules », assurait Richard Ferrand en début de campagne. Souvent bougon, parfois chaleureux, il est surtout l'un des rares à avoir conservé sa liberté de ton et de parole. Exemple le 21 mars dernier. Les deux plus proches conseillers du président-candidat, Alexis Kohler, secrétaire général de l'Élysée, et Clément Léonarduzzi, efficace communicant, se félicitent de la présentation du projet présidentiel lors d'une grande conférence de presse. Ferrand jette un froid : « Vous vous plantez totalement, et il y a le feu ! » Il vient de passer le week-end sur le terrain avec Julien Denormandie et juge que les principales mesures retenues – retraite, école – passent mal. Il a aussi glissé au président l'idée du grand débat

permanent. « La France n'est pas une bagnole qu'on confie à un garagiste qui vous la rend réparée... On ne peut plus gouverner comme ça, il faut trouver le moyen d'embarquer les Français », argumente-t-il, persuadé qu'il faut aussi mieux faire connaître le travail des parlementaires. C'est lui encore qui conseille à Emmanuel Macron d'accepter l'invitation de Francis Letellier sur France 3 : la seule émission politique que, dans « la pampa aveyronnaise », regarde sa mère. Originaire de Rodez – d'où ce léger accent du Sud –, il est devenu breton « par métissage togolais », plaisante-t-il. Jeune conseiller en communication de Kofi Yamgnane, secrétaire d'État aux Affaires sociales et maire de Saint-Coulitz (Finistère), il choisit de s'exiler en Bretagne à la naissance de son aîné, Émile, prétextant que celui-ci ne supporte pas le bruit de Paris. Ses deux filles, 18 et 13 ans, nées de son union avec Sandrine Doucen, vivent à Brest et tous les quatre se retrouvent dès que possible dans la maison de Motreff, 700 habitants, au cœur du Finistère. « Il prend tellement de place que lorsque je fais campagne pour moi, les gens s'imaginent que je tracte pour lui ! » plaisante son voisin le député du Morbihan Jean-Michel Jacques.

Chaque semaine, il passe trois ou quatre jours dans son fief. « Je collecte, je tamise et je rapporte », résume-t-il. En juillet 2017, il peut ainsi alerter : « On aura une révolte des territoires. » Ce sera bien les gilets jaunes. « Il est un thermomètre et compte d'autant plus que Gérard Collomb et Jacques Mézard ne sont plus là », confirme Christophe Castaner, le patron du groupe LREM à l'Assemblée. Une vigie.

« Vous avez beau ne pas vous occuper de politique, la politique s'occupe de vous », lance-t-il à un groupe d'étudiants en visite au Palais-Bourbon. Il cite alors un de ses

professeurs de collège, qui paraphrasait le comte de Montalembert. Mutique sur son enfance, « pas malheureuse mais douloureuse », il ne raconte qu'une chose : qu'il empruntait « Le Canard enchaîné » que sa grand-mère catholique dévorait en cachette. Mitterrandolâtre à 15 ans, il l'est resté, en témoigne ce portrait de « Tonton » trônant sur la cheminée de son bureau alors qu'il planque la boule à neige à l'effigie de Macron derrière une grande pendule dorée. Et pourtant... Quand on lui demande s'il rêve de retourner au gouvernement, il répond sans hésiter : « Non. » En macronie, il vaut mieux être patron d'une filiale que cadre sup...

Enfant, il empruntait « Le Canard enchaîné » de sa grand-mère

« Je n'ai pas de relation de subordination avec Emmanuel. Je ne suis ni son ministre ni son conseiller. Seulement son interlocuteur, quand il le souhaite », se félicite-t-il. Il tient davantage à sa liberté qu'à son salaire. Laisse en permanence ses fenêtres ouvertes, au littéral comme au figuré. « J'ai besoin d'air, je n'aime pas me sentir enfermé », confie cet angoissé de l'avion. Ferrand est identifié comme le « maïeuticien » ou l'« expliciteur » d'une pensée complexe, celui qui n'hésite pas à tancer le président lorsqu'il abuse de cette novlangue que personne ne supporte. « Je ne comprends plus, reformulez », répétait-il déjà il y a vingt ans lorsqu'il était chargé par le professeur de médecine Charles Salmon de rendre l'immunogénétique accessible aux profanes.

Depuis la réélection d'Emmanuel Macron, son nom circule comme premier ministre. « Richard a d'immenses qualités mais c'est un jouisseur, pas une bête de travail, glisse un proche. Il n'a pas envie de cette vie-là... Cela dit, Macron adore mettre les gens là où ils n'ont pas envie d'aller ! » Richard Ferrand ne prétend pas être ami avec Emmanuel Macron. Qui le pourrait ? « Mais on a une forme d'affection et il m'a donné des témoignages d'amitié profonde », rapporte-t-il avec une pudeur qu'on ne lui connaissait pas. Ainsi, lors de l'affaire dite des Mutuelles de Bretagne, qui lui a coûté son poste de ministre de la Cohésion des territoires. « Richard, on est avec toi », l'encourage Emmanuel Macron, qui lui maintient sa confiance en lui attribuant la gestion du groupe au Palais-Bourbon. Depuis, le dossier a été classé, mais reste en attente d'une décision de la Cour de cassation. « Il a tenu bon, mais on s'est tous beaucoup inquiétés », se souvient

un de ceux qui le côtoient au quotidien. À la présidence de l'Assemblée nationale, il est le quatrième personnage de l'État. Sa PME compte plus de 1 300 salariés, il s'y sent utile et dans son élément. « Rien ne lui échappe et il peut dire au président ce qu'il est possible de faire ou non avec sa majorité », constate Aurélien Taché, député ex-LREM qui dépeint « une maison cadenasée dont Ferrand détient les clés ». En trois ans et demi, il se targue d'avoir accordé davantage de droits aux oppositions, amélioré la situation des collaborateurs d'élus et rendu hommage aux illustres parlementaires – Jean Jaurès, Georges Clemenceau, Jacques Chirac, Valéry Giscard d'Estaing et Hubert Germain, le dernier compagnon de la Libération – en apposant des plaques sur les sièges qu'ils occupaient dans l'hémicycle.

Aujourd'hui, il est à la manœuvre des investitures. La « maison commune » doit abriter les nombreuses formations composant la majorité, mais il défend les députés sortants, jurant qu'aucun élu LREM ne sera sacrifié. « On ne va pas organiser une Saint-Barthélemy sous prétexte que des nouveaux arrivent, ça ne marche pas comme ça ! » peste-t-il en privé, exhortant les impétrants à conquérir leurs territoires. Persuadé que le chef de l'État obtiendra la majorité absolue aux législatives « car les Français ne l'ont pas réélu pour qu'il ne puisse pas agir », il compte sur la reconnaissance des députés reconduits pour

être lui-même réélu au perchoir le 28 juin. Ne risque-t-il pas d'être immolé sur l'autel de la parité, qu'il rappelle avoir lui-même défendue à la tête des commissions permanentes de l'Assemblée ? Sibeth Ndiaye, ex-porte-parole du gouvernement, rétorque : « Qui mieux que lui pour piloter une telle majorité ? Il faut quelqu'un avec du poids politique, un lien avec le président et une autorité naturelle, à la fois au sein et au-delà de la majorité actuelle. » Autre atout : François Bayrou (avec qui il avait failli en venir aux mains au moment des négociations de 2017) et Édouard Philippe le considèrent comme un alter ego. Ou presque...

Richard Ferrand est prêt pour la bataille. L'été dernier, il a sacrifié ses deux semaines de vacances rituelles pour sillonner pendant un mois sa circonscription ; 70 communes dont la moitié avec de nouveaux maires. « Une terre se laboure en permanence et une bonne élection est celle qu'on a gagnée avant que ne débute la campagne », rappelle-t-il. Pour patienter, ses collaborateurs lui ont offert un Combi Volkswagen miniature. Un concentré de liberté. ■



À l'Assemblée nationale. Son mandat de président court jusqu'au 21 juin.



Il tance Emmanuel Macron lorsqu'il abuse de cette novlangue que personne ne supporte